

Synthèse 36 – L'économie solidaire vue par les pouvoirs publics.

Jean-Louis Laville, professeur au CNAM, laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, LISE (CNRS-CNAM), Paris

Les cadres du service public

Il est difficile de sensibiliser les services techniques et les élus sur les questions de l'Économie Sociale et Solidaire. Il existe un déficit de formation des cadres du service public qui dans les services techniques sont en situation.

La sensibilisation qui se fait au niveau des élus doit être relayée par une sensibilisation au niveau des cadres du services public qui dans leur formation initiale d'ingénieurs ou de techniciens n'ont jamais eu le moindre contenu sur l'Économie Sociale et Solidaire.

Élaboration des marchés publics

Les marchés publics devraient intégrer des closes d'insertion, d'environnement ou d'allotissement de certains marchés. Les plus petites structures pourraient ainsi concourir sur les marchés publics qui sinon leur sont interdits. Il est peut être nécessaire de passer par une politique des petits pas c'est à dire du ciblage d'un changement d'habitudes.

Les changements politiques et l'Économie Sociale et Solidaire

La genèse du secrétariat d'état au Brésil s'appuie sur :

- ▶ le soutien aux organisations civiles de l'économie solidaire
- ▶ le soutien direct aux initiatives
- ▶ la réintégration, dans une logique qui admet l'économie solidaire, de fonds qui existaient dans le cadre d'autres ministères

Il est nécessaire d'avoir un marquage de certaines lignes budgétaires qui soient dirigées vers l'Économie Sociale et Solidaire avec une irrigation de l'ensemble des politiques publiques. Il faut chercher à articuler les politiques qui sont dédiées à l'Économie Sociale et avec des politiques transversales qui irriguent chaque des secteurs.

L'exemple de l'Économie Sociale et Solidaire au Brésil n'est pas un pilier stratégique du gouvernement car elle n'est pas intégrée au niveau des stratégies macro économiques. Cependant les avancées viennent de la possibilité de relier les expressions de la société civile et les politiques en émergence à travers des instances hybrides : les espaces publics qui offrent la possibilité d'explicitier la position des organisations de la société civile et de gérer les conflits avec les pouvoirs publics.

La coopération décentralisée

Elle apporte une réflexion sur les modes d'intervention avec la découverte de l'existence de partenariat conflictuel, de coopération conflictuelle qui diffère de la vision pacifiée du

Colloque 2005 – Synthèses générales

partenariat en France. Le partenariat est vivant à partir du moment où s'exprime des conflictualités qui débouchent sur des compromis. L'idée est de chercher des objectifs partagés dans des relations et des rapports sociaux conflictuels.